



LA MOBILITÉ EST EN NOUS



UNOSTRA



UNION DES ENTREPRISES
DE TRANSPORT ET DE LOGISTIQUE DE FRANCE

Paris, le 3 juillet 2014

COMMUNIQUE DE PRESSE

Ségotaxe : l'injustice fiscale et territoriale

FNTR, TLF, UNOSTRA et CSD ont rencontré hier le Secrétaire d'Etat aux transports, Frédéric Cuvillier.

Les 4 organisations professionnelles ont d'entrée de jeu fait part de l'exaspération des chefs d'entreprises face à l'avalanche de mesures fiscales et de contraintes réglementaires supplémentaires.

Elles ont ensuite rappelé que l'amélioration de la compétitivité des entreprises et la lutte contre la concurrence inéquitable devaient être les priorités absolues des pouvoirs publics.

Ont ensuite été abordés plus longuement deux sujets : le compte pénibilité et la Ségotaxe.

Les organisations professionnelles ont dénoncé la mise en œuvre du compte pénibilité à compter du 1er janvier prochain. Usine à gaz coûteuse, le dispositif du compte pénibilité est rejeté par les chefs d'entreprise.

Mais FNTR, TLF, UNOSTRA et CSD ont surtout dénoncé la Ségotaxe.

La Ségotaxe n'est pas un péage de transit poids lourds. Elle touche tout autant le transport routier français. Elle reste de la fiscalité écologique punitive.

La Ségotaxe installe l'injustice fiscale et territoriale au cœur de la fiscalité française.

Pour exemple :

- Le seul département de l'Allier concentre à lui seul autant de kilomètres taxés que les régions Aquitaine, Midi Pyrénées, PACA et Languedoc-Roussillon réunies !
- L'Ile-de-France représente 16,3% de l'ensemble des kilomètres taxés. L'Alsace et la Lorraine : 16,8%.
- Le Limousin, qui a le PIB le plus faible de l'hexagone, est la 3^e région taxée en termes de nombre de kilomètres, après l'Ile-de-France et la Lorraine.

Pour les transports locaux, l'explosion des coûts est au moins de 10%.

Face à cette injustice, FNTR, TLF, UNOSTRA et CSD pressent les élus des régions concernées de réagir.

En taxant lourdement le transport routier français de ces régions, c'est l'économie de ces régions qui est frappée. C'est l'emploi de ces régions qui est frappé.